



Croissance, décroissance et démographie

▲ Maldives : ces îles sont menacées par la montée des eaux... mais aussi par la surpopulation et la surconsommation.

Alors que l'on parle de plus en plus de décroissance, les procès en malthusianisme — entendu comme le projet de limiter la natalité des pauvres — se multiplient de la part des tenants de la croissance. Pourtant, dans une situation où les tensions sur les ressources naturelles vont grandissant, on peut légitimement se demander quelle option politique comporte le plus de risques de dérives malthusiennes : le productivisme façon croissance verte ou l'antiproductivisme à la sauce décroissante ? Essayons d'explorer cette question.

COMME NOUS L'AVONS ÉVOQUÉ EN INTRODUCTION DE CE DOSSIER⁽¹⁾, LA DÉMOGRAPHIE n'est qu'un élément de la problématique écologique parmi d'autres. Au delà du "combien nous sommes", le "combien nous consommons" et le "comment nous produisons" jouent un rôle tout aussi important dans une perspective de résolution (ou d'aggravation !) de la crise écologique.

Deux visions de l'écologie

Or, nous l'avons vu⁽²⁾, la question démographique reste aujourd'hui largement taboue dans les débats portant sur l'écologie et les limites des ressources. Mettons donc pour l'instant l'enjeu de la population (P) de côté. On comprend alors pourquoi la question des limites des ressources naturelles a jusqu'à présent divisé l'opinion occidentale plus ou moins en deux clans, qui s'opposent en grande partie sur la dose des deux autres facteurs de l'équation d'Ehrlich et Holden (voir p.6) qu'il

convient d'appliquer pour résoudre le problème : produire toujours davantage grâce à la technologie (T) ? Ou consommer moins en modifiant notre mode de vie et d'organisation sociale (A) ?

Plus de T : la solution productiviste

D'un côté, l'approche dominante rejette radicalement l'idée d'une réduction de la consommation dans les pays les plus riches. Celle-ci, nous dit-on, entraînerait une baisse du PIB et un chaos social. Et de fait, dans une économie productiviste, la compétition entre agents économiques amène à une course à l'accroissement de la productivité du travail (grâce à la mécanisation, l'informatisation, l'intensification, la "rationalisation" de l'organisation du travail, etc.). Sauf à travailler moins (ce qui est peu compatible avec le projet d'accumulation capitaliste), cette hausse de la productivité

(1) Voir l'article d'introduction de ce dossier, p. 6

(2) Voir l'article de Mathilde Szulba, p. 11

Malthus et le malthusianisme

se traduit donc par une croissance continue des quantités produites, qui elle-même nécessite de stimuler toujours davantage la consommation pour maintenir le taux d'emploi. Raison pour laquelle, depuis les années 1950, l'essentiel des efforts de l'industrie consiste à trouver de nouveaux débouchés et susciter de nouveaux besoins pour écouler la surproduction, seule manière de maintenir un certain niveau d'emploi. Dans une telle mécanique "shaddockienne", la moindre évocation d'une décroissance est aussitôt associée au spectre de la hausse du chômage et des inégalités⁽³⁾.

Les raisons de craindre une telle récession sont donc fondées. Mais le problème tient au fait que la croissance bute aujourd'hui sur une limite physique et écologique. Sur cette base, on peut se contenter de dire, comme le fit George Bush en 1992 au Sommet de la Terre, que notre mode de vie (la variable "A" de l'équation d'Ehrlich et Holdren) "n'est pas négociable". Mais cela signifie alors que le principal levier d'action mobilisable pour modérer notre impact sur l'environnement tient en la variable "T" de l'équation, en imaginant notamment que cette technique salvatrice permettra quasi indéfiniment l'augmentation de la productivité des ressources naturelles. On comprend pourquoi tous les discours productivistes en arrivent systématiquement à invoquer en ultime recours la science et la technique. Luc Ferry, par exemple, le dit avec quelques détours : "je ne suis pas du tout un optimiste scientifique (...) ; je dis simplement que le seul pari qui tienne la route aujourd'hui pour un Européen et singulièrement pour un Français (...) c'est l'innovation scientifique, c'est la croissance verte"⁽⁴⁾. Mais c'est sans doute Claude Allègre qui résume le mieux le point de vue productiviste avec son concept d' "écologie productive"⁽⁵⁾ : de la géoingénierie censée nous permettre de refroidir le climat ou d'enfouir le carbone dans le sous-sol, en passant par le nucléaire, les nanotechnologies ou encore les OGM, tout est bon aux yeux de l'ancien ministre de l'Éducation nationale pour ne pas menacer cette sacro-sainte croissance qui conditionne le fragile équilibre de la société productiviste.

Moins de A : la solution décroissante

Si les productivistes rejettent l'idée d'une décroissance de la consommation (le facteur "A" de l'équation), il est également vrai que les objecteurs de croissance se méfient de la technique (le facteur T). D'abord parce que celle-ci n'a, jusqu'à présent, pas permis de rendre l'économie plus soutenable sur le plan écologique. Et pour cause, puisque dans un système basé sur la croissance, les économies de ressources générées par les améliorations techniques ont tendance à être annulées par l'accroissement de la consommation. C'est ce qu'on appelle l'effet rebond, parfaitement illustré dans un récent rapport du Commissariat

Dans son Essai sur le principe de population, Malthus part du constat que la population tend à augmenter de façon géométrique alors que les ressources n'augmentent que de façon arithmétique. Il en conclut que cette tendance est l'une des principales raisons de la misère et de la pauvreté. Malthus préconise par conséquent que les familles peu à même de pouvoir nourrir leur progéniture restreignent leur procréation, selon un principe simple : "ne pas mettre au monde des enfants si l'on n'est pas en état de les nourrir".

Par extension, et bien que la pensée de Malthus soit plus complexe, on a fini par appeler malthusianisme toute politique de restriction de la natalité, en particulier lorsque celle-ci vise les plus pauvres.

général au développement durable montrant que les améliorations de rendement des moteurs des véhicules n'ont pas permis de faire baisser la consommation de carburant en France, du fait de l'augmentation de la taille des voitures et de leur niveau d'équipement⁽⁶⁾. Enfin, d'Ivan Illich à Jacques Ellul, en passant par Serge Latouche ou Bernard Charbonneau, la technique a également été dénoncée par les principaux penseurs de l'écologie politique, à cause des menaces qu'elle fait peser sur le mode d'organisation sociale — ce que Jacques Ellul appelait le "système technicien"⁽⁷⁾ dans lequel la machine finit par prendre le dessus sur l'homme en obligeant celui-ci à s'adapter à elle⁽⁸⁾.

C'est pour cette raison que, plutôt qu'une hypothétique solution technique, les objecteurs de croissance prônent une sortie du système productiviste se traduisant concrètement par une moindre consommation matérielle dans les pays industrialisés (décroissance du facteur "A") et une réorganisation sociale fondée sur un meilleur partage des ressources — le slogan "moins de biens, plus de liens". Les recettes pour y parvenir sont encore balbutiantes et, surtout, les manières d'agencer ces propositions pour qu'elles fassent système sont encore loin de faire l'unanimité. Mais il s'agit bien de démonter les rouages du productivisme : favoriser une économie de coopération entre les hommes et avec la nature (vs compétition et domination), rendre à la monnaie sa fonction d'échange (vs spéculation et accumulation), relocaliser les outils de production (vs mondialisation), partager les richesses grâce à des mécanismes de

(3) A ce phénomène s'ajoute également ce que les économistes nomment l'effet de ruissellement : idée selon laquelle l'agrandissement du gâteau profite mécaniquement aux plus faibles (il y a plus de miettes), ce qui permet au passage de reléguer la question d'un partage plus équitable du gâteau à plus tard, chacun se trouvant déjà heureux d'augmenter sa part...

(4) Ferry L., 2009. Interview, "Les retours du dimanche", *France Culture*, 20-12-2009 (rapportée sur le site : www.decroissance.org/?chemin=insultes)

(5) Voir notamment Allègre C., 2009. "L'écologie non productive, c'est quoi", *Libération*, 17 juillet 2010.

(6) CGDD, 2010. *CO₂ et activités économiques de la France — tendances 1990-2007 et facteurs d'évolutions*, CGDD, MEEDDM, Paris.

(7) Ellul J., 2004 (rééd.). *Le Système technicien*, Le Cherche Midi, Paris.

(8) Pour Ivan Illich, les techniques peuvent être séparées en deux catégories : celles dites conviviales, qui servent l'homme et la société (nature comprise) sans l'asservir, parce que ces technologies sont ouvertes et autonomes (le vélo...) ; et celles qui au contraire obligent l'homme à s'adapter, individuellement et collectivement, à une forme de système technicien et hétéronome qui finit par dicter sa loi (la voiture : les routes, les autoroutes, l'industrie pétrolière, etc.). Illich I., 1972. *La Convivialité*, Le Seuil, Paris.





▲ Lichtenstein : 4^e plus petit Etat en surface, 35 000 habitants, mais 74 000 multinationales !

ANIMAUX domestiques et démographie

Le poids écologique des populations les plus riches de la planète, occidentalisées, est considérablement alourdi par le poids de leurs animaux domestiques, au premier plan desquels les chats et surtout les chiens. Avoir un gros chien pèse autant que faire 30 000 km par an en voiture, révèle une étude du *New Scientist* du 23 octobre 2009. Sans le poids de nos animaux domestiques, nous pèserions moins sur la planète et sur les conditions d'existence de millions de personnes dans le monde. 60 millions d'amis en France... et combien de milliers de morts au Sud ? En tout état de cause, il vaut sans doute mieux avoir un lapin (herbivore et castré) qu'un chien (carnivore)...

(9) Voir à ce propos les articles parus dans *Les cahiers de l'IEESDS*, 2009. "La décroissance contre Malthus" n°3, juillet 2009

(10) Le "père" de la décroissance proposait une diminution progressive de la population, sans vraiment préciser si elle devait coïncider avec la phase de transition démographique mondiale ou être favorisée par des politiques de planning familial ou autres : Georgescu-Roegen, 1978. "De la science économique à la bioéconomie", *Revue d'économie politique*, vol. 88, n°3, pp. 357-382

(11) Voir à ce propos l'article de Mathilde Szulba, p. 11

(12) Piro P., 2009. "Limiter les naissances ? Yves Cochet s'explique", *Politis*, 11 juin 2009.

(13) Duncan R., 2000. "The Peak of World Oil Production and the Road to the Olduvai Gorge", Communication au *Geological Society of America Summit 2000*, Reno, 13 novembre 2000.

revenus minimum et maximum (vs précarisation et inégalités), favoriser la qualité (vs quantité), travailler moins (vs travailler plus), promouvoir les biens communs et l'autonomisation (vs propriété privée de ce qui est nécessaire à tous), sortir de l'économisme et saper les bases du consumérisme en restreignant la publicité, etc.

Croissance, décroissance et démographie (P)

Ce rapide tour d'horizon est forcément caricatural, mais il permet de comprendre que la question des limites écologiques renvoie à des solutions politiques potentiellement très différentes, dont le point commun est finalement qu'elles laissent assez largement en jachère la question démographique.

Alors pourquoi les écologistes et autres objecteurs de croissance se font-ils encore qualifier de malthusiens ?

Première hypothèse : les objecteurs de croissance auraient tendance à préconiser une réduction de la natalité chez les plus pauvres. Mais force est de constater que la littérature décroissante est aujourd'hui muette sur ce sujet⁽⁹⁾. Georgescu-Roegen lui-même n'évoquait que très vaguement la question dans son ébauche de programme bioéconomique⁽¹⁰⁾. Et les préconisations des écologistes du 21^e siècle s'avèrent pour le moins anecdotiques, comme nous l'avons vu⁽¹¹⁾, puisque le plus "extrême" semble être Yves Cochet qui ne propose pourtant qu'un arrêt des politiques d'incitation à la natalité... dans les pays riches⁽¹²⁾. Soit exactement le contraire de ce que suggérait Malthus, à savoir la maîtrise de la natalité des pauvres.

Autre hypothèse : les décroissants auraient tendance à avoir une vision de l'avenir qui laisse la part belle à des scénarios d'effondrement démographique. Il est vrai que la théorie de l'Olduvai⁽¹³⁾, qui suppose que la raréfaction de l'énergie se traduira par un effondrement de la population, est souvent citée par les décroissants à tendance apocalyptique. Mais accuser de malthusianisme ceux qui mettent en garde contre un danger d'effondrement démographique bien réel, c'est confondre le lanceur d'alerte et le pyromane : cela ne tient pas.

Renversement de la charge...

A y regarder de plus près, les théories décroissantes sont donc à mille lieues du malthusianisme. Mais on peut se demander en revanche si les théories croissancistes n'en portent pas les germes. Car en s'obstinant à considérer que le mode de vie des pays les plus riches n'est pas négociable et doit encore croître, en pérennisant un modèle fondé sur la compétition et la surconsommation d'une partie de la population au détriment d'une autre, le scénario de la croissance capitaliste nous enferme dans un pari technologique qui, s'il échoue à produire toujours plus, pourrait bien nous mener droit vers le scénario imaginé par Malthus : une captation des ressources devenues rares par les plus riches, qui chercheront à maintenir leur niveau de vie au détriment de la survie des pauvres. Les émeutes de la faim déclenchées en 2006, année du pic pétrolier mondial, ne laissent pas envisager autre chose : tandis que le peuple mexicain défilait pour dénoncer le renchérissement des prix du maïs, les agrobusinessmen états-unien convertissaient massivement leur production alimentaire en agrocarburants — alors présenté comme une technologie verte. Les pauvres comme variable d'ajustement : n'est-ce pas précisément le programme malthusien ?

Aurélien Boutaud ■